

2023 RAPPORT MONDIAL SUR LES CRISES ALIMENTAIRES

UNE ANALYSE CONJOINTE POUR DE MEILLEURES DÉCISIONS

MISE À JOUR SEMESTRIELLE | EN BREF

Des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë persistent en 2023 en raison de crises alimentaires prolongées et de nouveaux chocs – cependant des améliorations sont constatées dans certains pays.

Cette mise à jour semestrielle comprend uniquement **48 des 73 pays/territoires en crise alimentaire du GRFC 2023** avec des analyses couvrant 2023 et qui étaient disponibles au début d'août.

À **21 pour cent, le pourcentage** de la population analysée ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence dans ces pays **reste en grande partie stable** (comparé à 22 pour cent en 2022) avec des détériorations dans certains pays et des améliorations dans d'autres.

Dans 48 pays, **238 millions de personnes** sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë – **soit 21,6 millions de personnes de plus** depuis au 2022 (une hausse de 10 pour cent). Cela est dû à la fois à **une augmentation de 16 pour cent de la couverture d'analyse** parmi les populations déjà vulnérables dans certains pays, dont le Bangladesh, l'Angola, le Ghana, le Pakistan et le Nigéria, et à la persistance ou l'intensification des conflits et l'insécurité, des phénomènes météorologiques extrêmes et des chocs économiques dans d'autres pays.

Neuf pays ont connu des détériorations depuis 2022, qui étaient notamment majeures au **Soudan** avec 8,6 millions de personnes supplémentaires, et en **Somalie** et au **Burundi**, chacun avec environ 1 million de plus.

Les 15 pays qui ont enregistré des améliorations comprennent le Sri Lanka, avec 2,4 millions de personnes en moins, le Niger et la République Démocratique du Congo, mais les récents développements au Niger pourraient inverser cette tendance.

Le **nombre total de personnes** confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë en 2023 **est susceptible d'augmenter à mesure que des nouvelles données seront disponibles** pour les pays/territoires du GRFC qui ne disposent pas encore des analyses pour 2023, **et en particulier si les facteurs déterminants s'intensifient.**

La manque de données reste préoccupant. Aucune donnée n'est disponible pour 25 pays/territoires, dont **dix avaient des données en 2022 qui indiquaient 41 millions de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë.** Il s'agit notamment de certaines des plus grandes crises alimentaires, y compris le Myanmar, la République arabe syrienne et l'Ukraine.

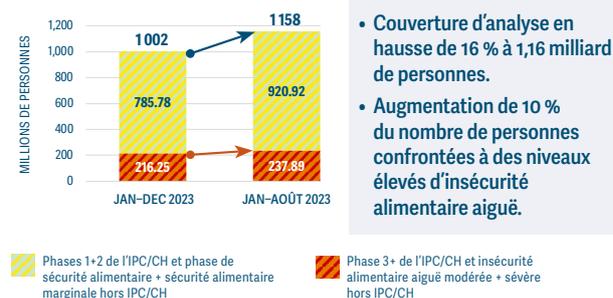
Le GRFC 2023 a identifié 73 pays/territoires en crise alimentaire



- Pays du GRFC 2023 avec données pour 2023 disponibles au début d'août 2023
- Pays/territoires GRFC 2023 sans données pour 2023 disponibles à ce jour

FIGURE 1

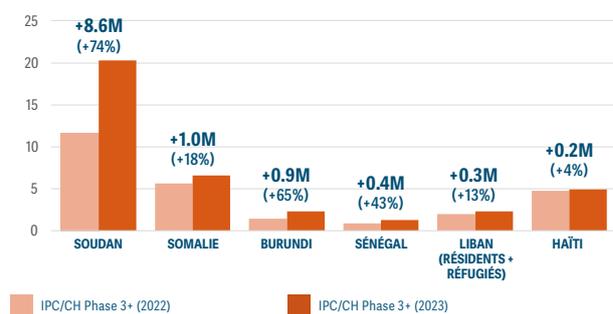
Évolution globale dans 48 pays en crise alimentaire entre 2022 et 2023



Source : GTT de l'IPC, CH, FEWS NET, CARI du PAM, 2022 et 2023.

FIGURE 2

Six pays avec les plus fortes augmentations en nombre de personnes en phase 3 ou plus de l'IPC entre 2022 et 2023

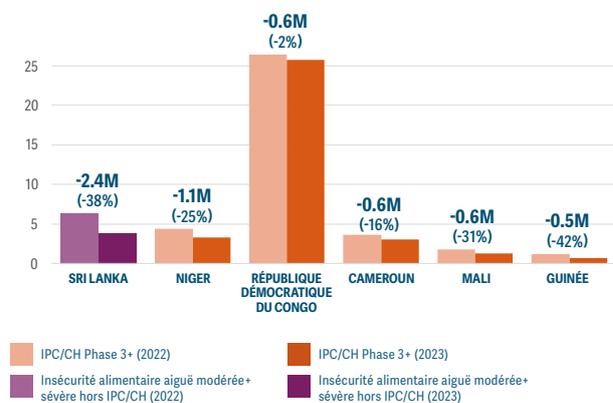


Au Djibouti, en Gambie et au Libéria, ce nombre a augmenté de moins de 0,2 million de personnes.

Source : GTT IPC/CH 2022 et 2023.

FIGURE 3

Six pays avec les plus fortes baisses en nombre de personnes en phase 3 ou plus de l'IPC/CH ou équivalent entre 2022 et 2023



Source : GTT de l'IPC/CH et CARI du PAM, 2022 et 2023.

FIGURE 4

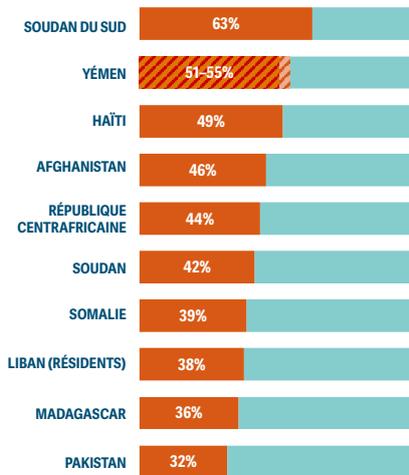
Les 10 crises alimentaires avec le nombre le plus important de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë élevée au début



Source : GTT de l'IPC, CH, FEWS NET, HRP, HNO, REACH, 2022 et 2023.

FIGURE 5

Les 10 crises alimentaires avec la plus forte prévalence de la population analysée en phase 3 ou plus de l'IPC au début d'août 2023

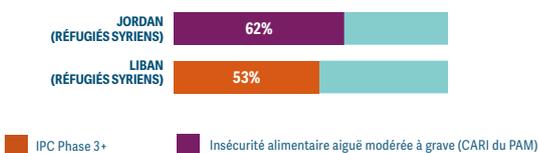


Seulement 16 à 32 pour cent de la population des pays a été analysée au Pakistan, à Madagascar, au Bangladesh et au Kenya.

Source : GTT de l'IPC, 2022 et 2023 ; FEWSNET, 2023.

FIGURE 6

Pays avec plus de 50 pour cent de la population réfugiée en phase 3 ou plus de l'IPC ou équivalent, au début d'août 2023



Source : GTT de l'IPC, 2022 ; CARI du PAM, 2023.

Près de 70 pour cent des personnes ayant besoin d'une aide alimentaire d'urgence se trouvent dans les dix principales crises alimentaires. Voir la figure 4.

Dix pays ont plus de 32 pour cent de leurs populations analysées en phase 3 ou plus de l'IPC/CH en 2023. Voir la figure 5. Plus de la moitié des réfugiés syriens en Jordanie et au Liban sont confrontés à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, soulignant la vulnérabilité des populations déplacées même après des années de déplacement. Voir la figure 6.

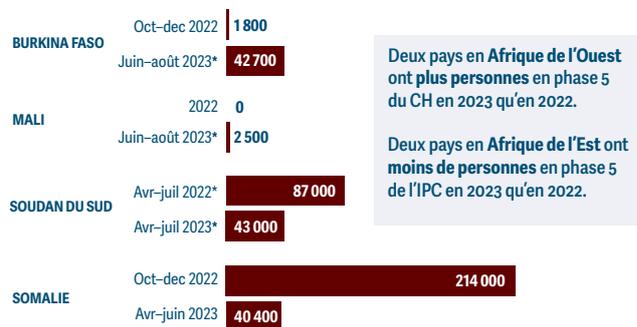
Quatre pays comptent au total 128 600 personnes en situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC/CH)

Le nombre de personnes en situation de catastrophe (Phase 5 de l'IPC/CH) est passé de 376 000 dans sept pays en 2022 à 128 600 dans quatre pays en 2023 : Soudan du Sud, Burkina Faso, Somalie et Mali. Au Burkina Faso, ce nombre a été multiplié par vingt par rapport à 2022. Au Mali, pour la première fois dans l'histoire du CH, des personnes ont été évaluées en phase 5 du CH. En Somalie, le nombre de personnes en phase 5 a diminué de près de 80 pour cent et le risque de famine n'est plus une préoccupation, tandis qu'au Soudan du Sud, la population en phase 5 a diminué de moitié depuis 2022. Voir la figure 7.

En Haïti, 19 200 personnes étaient estimées en phase IPC 5 au début 2023. Cependant, une mise à jour des projections pour la période mars-juin 2023 représentant le nombre maximal de personnes en phase 3 ou plus de l'IPC n'incluait aucune population dans cette phase.

FIGURE 7

Pays avec des populations en phase 5 de l'IPC/CH en 2023 par rapport à 2022



* Ceux-ci sont basés sur des analyses projetées.

Source : GTT de l'IPC, 2022 et 2023 ; CH, 2022 et 2023.

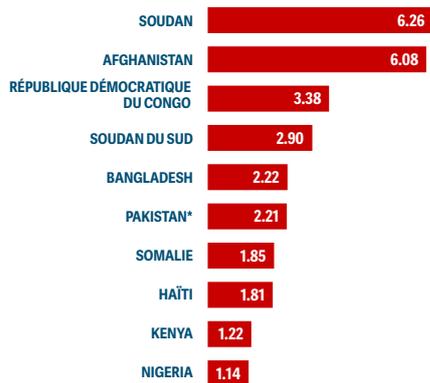
Environ 33,6 millions de personnes sont en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC/CH) dans 36 pays en 2023

Les plus grandes populations se trouvant en phase 4 de l'IPC/CH sont au Soudan et en Afghanistan, chacun des deux pays comptant plus de 6 millions de personnes dans cette phase, suivis par huit autres pays comptant chacun plus d'un million de personnes. Voir la figure 8. Le Soudan du Sud et Haïti ont la proportion la plus élevée de leur population dans cette phase, avec respectivement 23 pour cent et 18 pour cent.

Le nombre de personnes en phase 4 de l'IPC/CH est inférieur à celui de 2022, mais ce total n'inclut pas l'Angola, El Salvador et le Yémen, qui ne disposent pas de données désagrégées pour 2023. Il y a des augmentations notables du nombre de personnes en phase 4 de l'IPC/CH au Soudan et en Somalie et des baisses significatives en République démocratique du Congo et au Niger. De nouvelles données pour 2023 montrent que le Bangladesh compte 2,2 millions d'habitants en phase 4 de l'IPC.

FIGURE 8

Les dix pays avec plus d'un million d'habitants en IPC/CH phase 4, au début d'août 2023

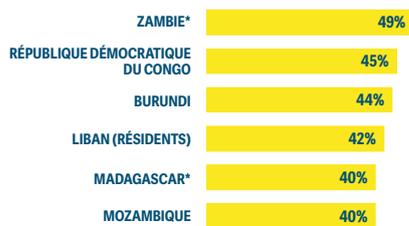


* Cette analyse IPC était toujours en attente d'approbation du gouvernement au moment de la publication de cette mise à jour semestrielle.

Source : GTT de l'IPC, 2022 et 2023 ; CH, 2023.

FIGURE 9

Pays comptant plus de 40 pour cent de la population analysée en IPC phase 2, au début d'août 2023



* A Madagascar, 21 % de la population totale a été analysée. En Zambie, 71 % a été analysée.

Source : GTT de l'IPC, 2022 et 2023.

Près de 285 millions de personnes en Stress (phase 2 de l'IPC/CH) dans 39 pays avec analyses IPC/CH

Bien que ce nombre soit plus élevé qu'en 2022 (environ 253 millions de personnes dans 41 pays), une analyse plus approfondie serait nécessaire pour déterminer la dynamique entre les différentes phases de l'IPC/CH. N'ayant pas besoin d'une aide alimentaire d'urgence, ces populations sont cependant très vulnérables aux chocs et ont besoin de programmes de protection sociale, de résilience et de réduction des risques de catastrophe. Six pays ont plus de 40 pour cent de leurs populations analysées dans cette phase. Voir la figure 9.

Aperçus régionaux (voir les figures 10 et 11)

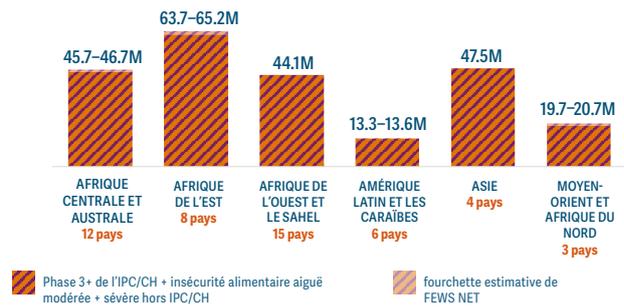
En Afrique centrale et australe, quatre pays connaissent des nombres inférieurs en raison de récoltes favorables

La République démocratique du Congo, l'Eswatini, le Lesotho et la Namibie ont connu une baisse de l'ampleur et de la prévalence de l'insécurité alimentaire aiguë, reflétant principalement l'amélioration de l'accès et de la disponibilité alimentaire des ménages après les récoltes.

Les conflits/l'insécurité demeure le facteur principal de l'insécurité alimentaire en République centrafricaine, en République démocratique du Congo et dans le nord du Mozambique, tandis que les chocs économiques est le facteur principal en Eswatini, au Lesotho, au Malawi, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe. Les phénomènes météorologiques extrêmes entraînent l'insécurité alimentaire aiguë en Angola, à Madagascar et en République-Unie de Tanzanie.

FIGURE 10

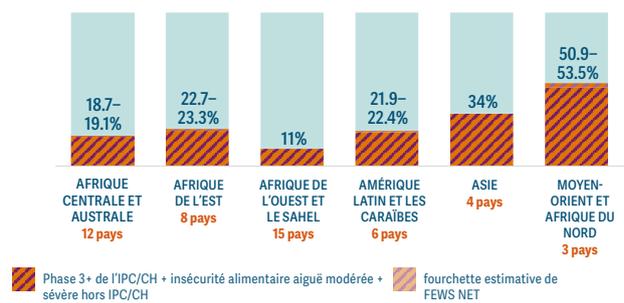
Nombre de personnes dans 48 pays en phase 3 ou plus de l'IPC/CH ou équivalent, par région, au début d'août 2023



Source : GTT IPC, CH, FEWS NET, CARI du PAM, 2022 et 2023.

FIGURE 11

Part de la population analysée dans 48 pays en phase 3 ou plus de l'IPC/CH ou équivalent, par région, au début d'août 2023



Source : GTT IPC, CH, FEWS NET, CARI du PAM, 2022 et 2023.

En Afrique de l'Est, le nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë est le plus élevé depuis les huit années de publication du GRFC

L'augmentation des nombres en Afrique de l'Est est principalement due au conflit au Soudan, où près de 3,5 millions de personnes ont été déplacées depuis avril.

La réduction du nombre de personnes en situation de catastrophe (Phase 5 de l'IPC) en Somalie et au Soudan du Sud est en partie liée à la fourniture d'une aide humanitaire et, en Somalie, également à un accès amélioré aux activités génératrices de revenus suite à une meilleure saison des pluies à la fin de 2022.

Les phénomènes météorologiques extrêmes constituent le principal facteur de l'insécurité alimentaire au Kenya, en Somalie et en Ouganda. Les conflits/l'insécurité est le principal facteur au Soudan et constitue un facteur important en Somalie et au Soudan du Sud. En Éthiopie, les conflits/l'insécurité est le principal facteur dans le nord, alors que les phénomènes météorologiques extrêmes sont le principal facteur dans les autres régions.

Les conflits/l'insécurité et les chocs économiques et météorologiques persistent en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Parmi les pays avec des analyses comparables, le nombre de personnes en phase 3 ou plus du CH a augmenté en Gambie, au Libéria et au Sénégal, tandis qu'il a diminué dans huit pays. La population analysée a été élargie au Ghana et au Nigeria pour couvrir plus de populations vulnérables.

Deux pays ont des populations en Catastrophe (phase 5 du CH) – le Burkina Faso, avec une très forte augmentation depuis 2022, et le Mali, avec des populations dans cette phase pour la première fois.

Les conflits/l'insécurité est le principal facteur au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, au Mali et au Nigeria. L'instabilité qui a suivi le

coup d'État au Niger pourrait affecter les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire. Une inflation élevée et une baisse des revenus des ménages sont des facteurs économiques dans toute la région.

En Asie, le nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë a diminué au Sri Lanka

Les chocs économiques sont le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë dans les quatre pays suivants disposant de données pour 2023 : l'Afghanistan, le Bangladesh, le Pakistan et le Sri Lanka. Les conflits dans certaines parties de l'Afghanistan et les effets persistants des phénomènes météorologiques extrêmes au Bangladesh et au Pakistan sont aussi des facteurs contributifs. Aucune donnée n'est disponible pour le Myanmar, tandis que la couverture de l'analyse était élargie au Bangladesh et au Pakistan.

En Amérique latine et Caraïbes, on constate une légère baisse des nombres, même si en Haïti ils restent toujours élevés

Le nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë a augmenté en Haïti et a diminué au Guatemala et au Honduras.

Les conflits/l'insécurité est le principal facteur en Haïti. Les chocs économiques sont le principal facteur en République dominicaine, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua. Des conditions sèches et une augmentation atypique des températures ont affecté la production céréalière dans de nombreux pays.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'insécurité alimentaire aiguë reste élevée parmi les populations réfugiées

Seuls trois des 11 pays/territoires sélectionnés pour être inclus dans le GRFC 2023 disposent de données : la Jordanie (réfugiés), le Liban (résidents et réfugiés syriens) et le Yémen. Dans ces pays, on estime que 20,7 millions de personnes, soit 54 pour cent de la population analysée, sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Aucune donnée pour 2023 n'est encore disponible pour huit des crises alimentaires dans la région, y compris la République arabe syrienne et la Palestine.

Les conflits/l'insécurité reste le facteur principal au Yémen et pour les populations réfugiées en Jordanie, tandis que les chocs économiques sont le principal facteur pour les populations résidentes et réfugiées au Liban.

Des chocs interconnectés qui s'ajoutent aux vulnérabilités sous-jacentes provoquent des crises alimentaires



Les conflits/l'insécurité est le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë à l'échelle mondiale. La guerre en Ukraine continue de créer de l'incertitude sur les marchés alimentaires mondiaux et la guerre au Soudan dévaste le pays, entraînant des déplacements massifs et perturbant les marchés régionaux. Le coup d'État au Niger est une source d'inquiétude dans le pays et sa région. Les crises prolongées en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Haïti, dans le bassin du lac Tchad, au Sahel central, en Somalie, au Soudan du Sud

et au Yémen, par exemple, continuent de perturber les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire.



Chocs économiques La baisse des prix internationaux des produits alimentaires n'a pas été transmise à de nombreux marchés nationaux pour différentes raisons, notamment la force du dollar américain et les prix encore élevés des carburants et des intrants agricoles. L'augmentation de la dette publique dans de nombreux pays limite leur capacité à importer des produits alimentaires et à mettre en place des mesures pour atténuer l'effet des prix élevés et de l'inflation.



Phénomènes météorologiques extrêmes La reprise des effets persistants des sécheresses et des inondations majeures continue en 2023. Il y a une forte probabilité d'observer un événement El Niño modérément grave, qui ouvre la voie à une augmentation des températures mondiales et à des phénomènes météorologiques extrêmes plus intenses, avec un pic attendu en janvier/février 2024. Les sécheresses et les canicules constituent les principaux risques pour la production agricole et la sécurité alimentaire lors des événements El Niño.

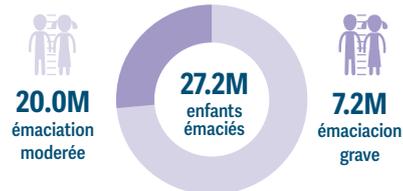
Des niveaux élevés d'émaciation infantile et de malnutrition aiguë maternelle persistent dans les crises alimentaires

Les niveaux élevés persistants d'insécurité alimentaire aiguë, associés à d'autres facteurs sous-jacents, tels que des pratiques d'alimentation inadéquates chez les enfants et les mères, l'accès limité aux services de santé et la forte prévalence des maladies infectieuses, continuent d'entraîner des niveaux élevés d'émaciation infantile et de malnutrition maternelle aiguë parmi les pays en crise alimentaire. Voir la figure 12.

Les dépistages dans populations déplacées indiquent une grave détérioration de la situation nutritionnelle au Soudan et dans ses pays voisins. La manque de données est notable dans les régions d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, d'Amérique latine et Caraïbes.

FIGURE 12

Nombre d'enfants de moins de 5 ans souffrant d'émaciation dans 21 pays en crise alimentaire disposant de données nutritionnelles, 2023



6.3M de femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aiguë dans 15 pays en crise alimentaire, 2023

Source : GTT sur la nutrition du GRFC, 2023.

Le travail du FSIN est rendu possible grâce au soutien généreux de l'Union européenne.

